

ETAT DES RESTES A REALISER EN INVESTISSEMENT
EN RECETTE

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES ORGA Budget : COMMUNAUTE DE COMMUNES ORGA 2025

Compte		Fonction	Montant prévu	Montant ordonnancé	Montant reste à réaliser
Chapitre - 13					93 649.00 €
1311 - Subv. transf. Etat et établissements nationaux	020		14 400.00 €	14 413.75 €	5 249.00 €
1318 - Autres subv. d'invest. rattachées aux actifs amortissables	7212		111 800.00 €	24 232.90 €	88 400.00 €
Total des recettes			126 200.00 €	38 646.65 €	93 649.00 €

Fait à St Adrien

le 08/01/2026

le Président

Boullieu

G. Bonsang.

ETAT DES RESTES A REALISER EN INVESTISSEMENT
EN DEPENSE

Collectivité : COMMUNAUTE DE COMMUNES QARGA Budget : COMMUNAUTE DE COMMUNES QARGA 2025

Compte	Fonction	Montant prévu	Montant ordonnancé	Montant reste à réaliser
Chapitre - 20				3 854.40 €
2031 - Frais d'études	020	4 000.00 €	0.00 €	3 854.40 €
Chapitre - 204				5 000.00 €
20422 - Subv. pers. droit privé -Bâtiments et installations	515	74 000.00 €	5 000.00 €	5 000.00 €
Chapitre - 21				171 915.76 €
21578 - Autre matériel technique	731	63 000.00 €	0.00 €	76 590.00 €
21828 - Autres matériels de transport	331	50 000.00 €	0.00 €	33 947.26 €
21838 - Autre matériel informatique	020	5 417.10 €	2 588.98 €	700.00 €
21838 - Autre matériel informatique	7212	7 300.00 €	979.20 €	7 133.00 €
2188 - Autres immobilisations corporelles	020	9 600.00 €	5 184.90 €	5 000.00 €
2188 - Autres immobilisations corporelles	338	600.00 €	182.99 €	409.90 €
2188 - Autres immobilisations corporelles	7212	261 000.00 €	207 314.17 €	48 135.60 €
Total des dépenses		474 917.10 €	221 250.24 €	180 770.16 €

Fait à St Armand

le 08/01/2026

le Président

Boumef

G. Boussang



Monsieur le Président
CC DU QUERCY ROUERQUE ET DES
GORGES DE L'AVEYRON
23 place de la Mairie
BP 30
82140 SAINT ANTONIN NOBLE VAL

Toulouse, le 20 décembre 2024

Objet : votre candidature à l'appel à projets Hors foyer 2024

Monsieur le Président,

Votre structure a candidaté à l'appel à projets Hors foyer 2023/2024 et nous vous en remercions.

Conformément aux termes de notre cahier des charges, tous les dossiers des candidats ont fait l'objet d'un examen approfondi dans le cadre d'un processus de sélection garantissant l'équité de traitement de chaque dossier. Les résultats ont été transmis au comité national de concertation des mesures d'accompagnement (Groupe de Travail Collecte et Tri composé des associations de collectivités et opérateurs).

Nous sommes heureux de vous informer que votre projet est lauréat.

Nos engagements respectifs concernant la mise en œuvre de ce projet feront l'objet d'un contrat de partenariat. Le montant précis de la participation de Citeo sera précisé dans le cadre de la préparation de ce contrat et après validation de l'éligibilité de vos dépenses.

Notre équipe régionale aura plaisir à vous accompagner tout au long de ce projet et prendra contact avec vos services pour finaliser le contrat et échanger avec vous sur les modalités de mise en œuvre du projet, en évoquant les points de vigilances éventuels qui auraient été mis en évidence au cours de l'analyse de votre dossier.

Nous vous informons que vous apparaîtrez dans la liste des collectivités lauréates de cet appel à projets, et que cette liste est publiée sur le site internet de Citeo

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de nos sincères salutations.

Antoine ANDRE
Directeur Régional Sud-Ouest

www.citeo.com

Annexe 1 - DETAIL DU PROJET

Sous annexe 1.3 – DESCRIPTIF FINANCIER

Cette annexe vise à :

- lister les dépenses éligibles au titre du Projet ;
- présenter les dispositions financières s'appliquant au Projet ;
- visualiser les financements par levier et par Parcours T1 le cas échéant.

Liste des dépenses éligibles

Dénomination de la dépense	Explication de la dépense	Flux concerné par la dépense	Quantités	Prix unitaire €HT	Montant total des dépenses provisionnelles €HT	Montant total des dépenses éligibles €HT
Equipements - Colonnes aériennes	colonnes CS multimatériaux	Multimatériaux	45,00	1 647,00	74 115,00	74 115,00
Communication - Courrier d'information	aux habitants avec un flyer ou une plaquette	Multimatériaux	4 000,00	2,00	8 000,00	8 000,00
Communication - Mémo tri	aux habitants	Multimatériaux	8 000,00	0,08	600,00	600,00
Communication - Autocollants colonnes	Infos tri sur colonnes	Multimatériaux	45,00	25,00	1 125,00	1 125,00
Communication - Courrier d'information	gazette édition spéciale, édition et envoi	Multimatériaux	4 000,00	1,00	4 000,00	4 000,00
TOTAL					87 840,00	87 840,00

B P 2025 : 58400 + 5000 = 63400,00 (Fet)
versement : T 1942/15-3 12297,60 1318-3



CONTRAT AAP 2023-2024 **HORS FOYER**
Appel à projets collecte pour recyclage des déchets d'emballages ménagers issus de la consommation Hors Foyer

AR Prefecture

082-248200107-20260310-2026_3249-BF
Reçu le 13/03/2026

Tableau récapitulatif des dépenses éligibles prises en comptes :

Dépense par typologie	Montant prévisionnel des dépenses éligibles €HT
Etude	0,00
Equipements de pré-collecte	52 624,30
Communication, sensibilisation, signalétique	2 853,00
Pilotage	0,00
Mesures	0,00
TOTAL	55 477,30

BP 2025 → 53 600,00

verser : 1966

→ 11095,46 (20%)



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE
ET L'APPUI TERRITORIAL**
Mission appui territorial
AP n°82-2025-DETR-133

**ARRÊTÉ PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU TITRE
DE LA DOTATION D'ÉQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (D.E.T.R.)
Exercice 2025**

Communauté de communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron

« conversion du parc véhicules vers les énergies bas-carbone - phase 1 »

Le préfet de Tarn-et-Garonne
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2334-32 à L.2334-39 et R.2334-19 à R.2334-35 ;

VU la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret du Président de la République du 22 mars 2023 portant nomination de Monsieur Vincent ROBERTI en qualité de préfet de Tarn-et-Garonne ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté interministériel du 23 décembre 2002 relatif aux pièces à produire à l'appui d'une demande de subvention présentée au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux ;

VU l'instruction interministérielle du 28 février 2025 relative aux règles d'emploi en 2025 des dotations de soutien à l'investissement des collectivités territoriales et du fonds d'accélération à la transition écologique dans les territoires ;

VU le cahier des charges DETR 2025 arrêté par la commission départementale des élus chargée de la DETR dans sa réunion du 28 octobre 2024 ;

VU la circulaire préfectorale relative à l'appel à projets pour l'exercice 2025 relatif à la DETR, la DSIL et au Fonds Vert, en date du 31 octobre 2024 ;

VU la demande de subvention présentée par la communauté de communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE**ARTICLE 1er – Objet de l'arrêté**

Une subvention de l'État au titre de la DETR 2025 d'un montant de **5 249,00 €** est attribuée à la **communauté de communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron** pour la réalisation de l'opération suivante :

conversion du parc véhicules vers les énergies bas-carbone - phase 1

Les conditions financières de cette aide sont les suivantes :

DEPENSE SUBVENTIONNABLE	MONTANT PREVISIONNEL DE LA SUBVENTION	TAUX D'INTERVENTION
10 986,00 €	5 249,00 €	47,78 %

Le calendrier prévisionnel de l'opération est fixé comme suit :

- date prévue de commencement d'exécution du projet : 01/05/2025
- date prévue d'achèvement de l'opération : 31/12/2025

ARTICLE 2 – Commencement de l'opération

L'opération mentionnée à l'article 1^{er} devra avoir connu un commencement d'exécution dans un délai de deux ans à compter de la notification du présent arrêté.

A défaut de satisfaire à cette obligation, la caducité de la présente décision pourra être constatée.

Ce délai de commencement pourra être prorogé par le préfet dans les conditions prévues à l'article R 2334-28 du code général des collectivités territoriales, au vu des justificatifs apportés par le bénéficiaire, pour une période qui ne peut excéder un an.

ARTICLE 3 – Achèvement de l'opération

L'opération mentionnée à l'article 1^{er} devra être achevée dans un délai de quatre ans à compter du commencement d'exécution de l'opération. Aucune demande de paiement de la part du bénéficiaire ne pourra intervenir après expiration de ce délai.

Ce délai d'achèvement pourra être prorogé par le préfet dans les conditions prévues à l'article R 2334-29 du CGCT, au vu des justificatifs apportés par le bénéficiaire, pour une durée qui ne peut excéder deux ans, dans la mesure où le projet initial n'est pas dénaturé et que l'inachèvement de l'opération n'est pas imputable au bénéficiaire.

ARTICLE 4 – Modification de l'affectation

Le bénéficiaire de la subvention ne pourra modifier sans autorisation l'affectation de l'investissement subventionné dans un délai de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

ARTICLE 5 - Calendrier des versements

Le montant de la subvention est un montant maximum prévisionnel.

Le montant définitif de cette subvention sera déterminé dans les conditions prévues par l'article R 2334-40 du CGCT, par application du taux d'intervention (montant prévisionnel de la subvention /dépense subventionnable) au montant hors taxes de la dépense réelle plafonnée au montant prévisionnel hors taxe de l'assiette subventionnable retenue dans le présent arrêté.

En cas de modification du plan de financement initial, le bénéficiaire devra en informer le service responsable cité à l'article suivant et une réduction de l'aide sera effectuée, le cas échéant, afin de respecter le taux maximum d'aide publique autorisé.

Le paiement de la subvention interviendra selon les procédures comptables en vigueur et le cadencement suivant :

- 30 % de la subvention sera versé à titre d'avance lors du commencement de réalisation du projet, sur demande du bénéficiaire accompagnée de l'acte juridique constituant le commencement des travaux ;
- 80 % de la subvention sera versé au titre d'acomptes en fonction de l'avancement de l'opération, au vu des pièces justificatives des paiements effectués par le bénéficiaire de la subvention ;
- le solde de la subvention sera versé après transmission des pièces relatives à l'ensemble des paiements effectués par le bénéficiaire de la subvention et attestant de la conformité de l'opération à l'arrêté attributif de subvention.

ARTICLE 6 - Publicité

Le bénéficiaire de la subvention accordée par l'État pour la réalisation d'une opération d'investissement s'engage à publier le plan de financement et à l'afficher de manière visible du public et de façon permanente pendant la réalisation de l'opération visée à l'article 1 du présent arrêté ainsi qu'à son issue.

Une photo de cet affichage sera demandée lors de la demande d'acompte ou de solde de la subvention.

ARTICLE 7 – Reversement

Le préfet pourra demander le reversement partiel ou total des sommes versées dans les cas suivants :

- si l'affectation de l'investissement subventionné a été modifiée sans autorisation dans le délai fixé à l'article 4 de présent arrêté ;
- en cas de non-respect des dispositions de l'article R 2334-27 du CGCT relatives aux taux minimal et maximal applicables au montant prévisionnel hors taxe de la dépense subventionnable ;
- en cas de non-respect des dispositions de l'article L 1111-10 du CGCT relatives à la participation minimale du maître d'ouvrage ;
- si l'opération n'a pas été réalisée dans les délais prévus aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 8 – Service référent

Le bénéficiaire dispose du service référent unique suivant :

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

Secrétariat général

Direction de coordination interministérielle et appui territorial

Mission Appui Territorial.

ARTICLE 9 – Imputation budgétaire

La subvention attribuée est imputable sur :

- le programme 119 : Concours financiers aux communes et groupements de communes
- l'action 1 : Soutien aux projets des communes et groupements de communes
- la sous-action 6 : Dotation d'équipement des territoires ruraux

Codifications CHORUS :

- Centre financier : 0119-C001-DP82
- Domaine fonctionnel : 119-01-06
- Code activité : 0119010101A6
- **Identifiant Chorus** : 2100043643
- n° démarches-simplifiées : 22133696

AR Prefecture

082-248200107-20260310-2026_3249-BF
Reçu le 13/03/2026

Article 10 - Litige

Conformément aux articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, le bénéficiaire peut adresser un recours gracieux au préfet.

En cas de rejet du recours gracieux, qui intervient de manière implicite en cas d'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois, un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse peut être formé dans les deux mois suivant la date du rejet.

ARTICLE 11 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et le directeur régional des finances publiques de la Région Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à Monsieur le président de la communauté de communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron.

Montauban, le

28 JUIL. 2025

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
la Secrétaire Générale

Edwige DARRACQ